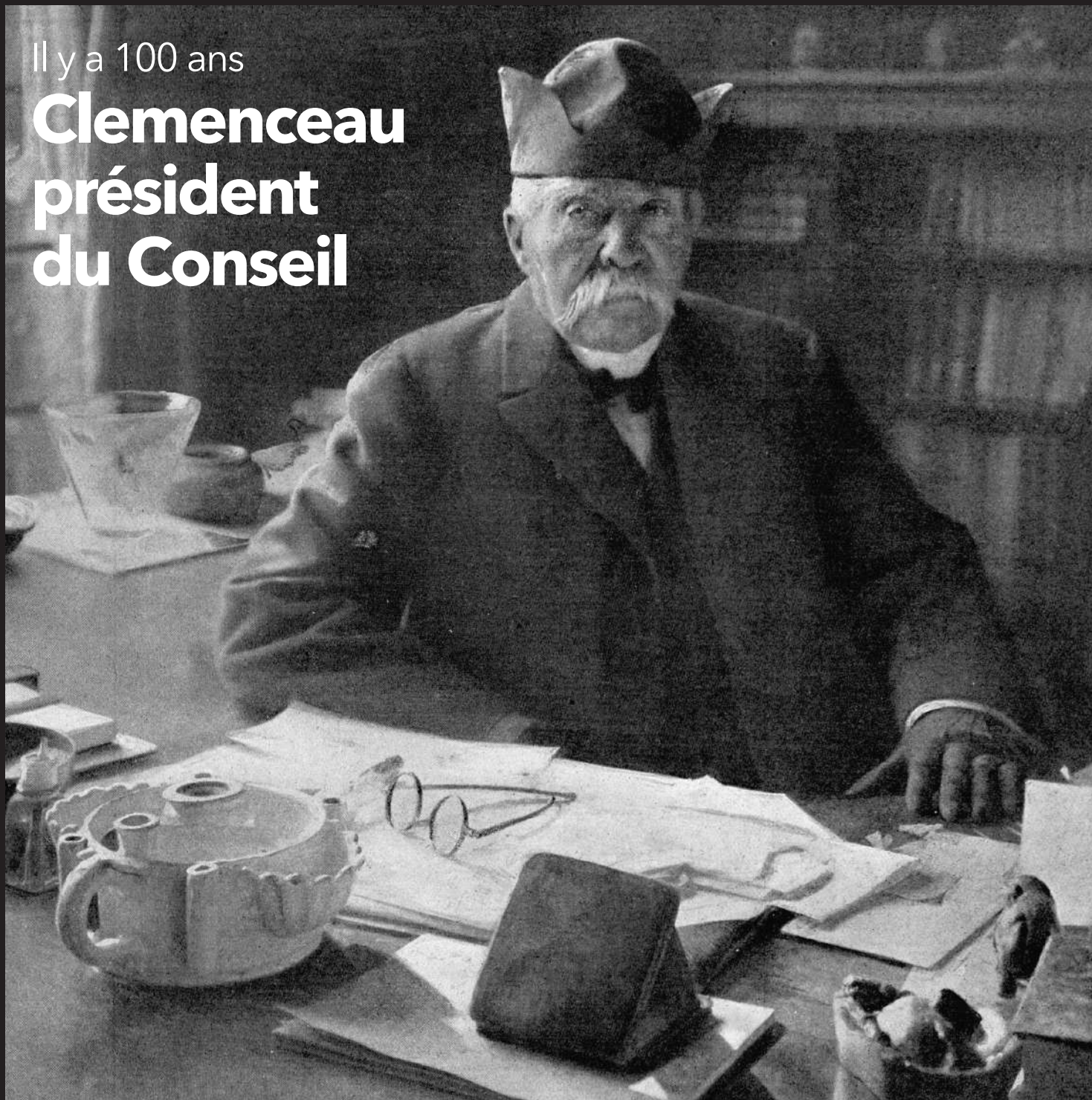


LA VOIX DU COMBATTANT

Le magazine de l'Union nationale des combattants

Il y a 100 ans

Clemenceau président du Conseil



Le coup de cœur de la rédaction

Hommage au lieutenant
Franck des Essars p.2

Opex

Des escadrilles
centenaires et toujours
opérationnelles p.12

Dossier

Trois recettes nées
dans les armées
en campagne p. 32

Éditorial

Un grand homme
d'action p.3

« La foi et l'action me sauvent »

Fin septembre, la section du Finistère de l'Union nationale des parachutistes (UNP) a profité de la Saint-Michel, patron des paras, pour rendre hommage au lieutenant Franck des Essars, mort pour la France en Indochine le 12 décembre 1951, en présence de sa veuve Denyse, membre de l'AEVOG (amitié et entraide des veuves et orphelins de guerre).

Cela m'a profondément touchée, tous ces gestes d'hommage à mon mari étaient incroyables... Denyse des Essars, qui est l'un des piliers de l'association Amitié et entraide des veuves et orphelins de guerre (AEVOG), a été invitée à la fin du mois de septembre à participer à la cérémonie de la Saint-Michel organisée par la section finistérienne de l'Union nationale des parachutistes au cimetière de Douarnenez (29).

Denyse des Essars a perdu son unique frère et son mari en Indochine. Officier de la Légion étrangère, son frère Jacques meurt des suites de ses blessures en mars 1948, après une très violente attaque du Vietminh sur la RC4. Invitée à Oran pour la célébration de Camerone par la Légion étrangère, Denyse des Essars se voit remettre la Légion d'honneur décernée à son frère à titre posthume. C'est à cette occasion qu'elle rencontre l'un de ses camarades de combat, qu'elle épouse en octobre 1950. Envoyé pour un 2^e séjour en Indochine en juillet 1951, il décède le 12 décembre de la même année, en sautant sur une mine alors qu'il allait récupérer un soldat blessé. « C'est mon oncle qui m'a appris la nouvelle. Il n'avait pas voulu que je l'apprenne par un policier ».

Dimanche 1^{er} octobre, plus de 300 bérets rouges avaient ainsi fait le déplacement à Douarnenez pour rendre hommage à deux enfants du pays : le lieutenant Franck des Essars mais aussi le caporal Armand Quéffurus, tué en Algérie en 1960. « Deux points communs unissent la mémoire de ces braves : ils étaient parachutistes, et ils sont allés jusqu'au sacrifice suprême, la mort au combat », a déclaré Rémy Fabre, président d'honneur de la section de Douarnenez de l'UNP pendant la cérémonie qui s'est tenue au cimetière à l'issue de la messe. Il a ensuite retracé brièvement la carrière des deux hommes : « Elève de la promotion Victoire à Coëtquidan, le jeune officier commando parachutiste est immédiatement jeté dans la fournaise de l'Indochine. Il y démontre ses réelles qualités de chef et d'entraîneur d'hommes. De retour en France, il épouse Denyse Vallin, sœur de Jacques Vallin, son cher camarade de promotion et de combat, tué en mars 1948 lors d'une embuscade sur la RC4. En juillet 1951, Franck des Essars se porte volontaire pour un second séjour en Indochine. Il participe



Le lieutenant Franck des Essars.

© Collection personnelle Denyse des Essars



Denyse des Essars dépose un bouquet de fleurs sur le caveau qui porte une plaque rendant hommage à son époux.

avec son bataillon aux plus durs engagements, en région de Hanoï. Le 12 décembre 1951, chargés de protéger une section du génie qui réparait une route en pleine jungle, ses hommes et lui tombent dans une embuscade. Sur 108 hommes engagés, 37 sont tués, 55 blessés. Franck réussit à passer et à faire passer avec lui trois parachutistes et un lieutenant de char blessés. C'est au moment où ils atteignent le poste de Yen Cu, après trois heures de marche dans la brousse et dans la nuit, que le lieutenant saute sur une mine ».

Le président a également cité un extrait d'une des dernières lettres écrites par Franck des Essars à son épouse. « La foi et l'action me sauvent, écrit l'officier. Beaucoup de Français ne croient plus et n'agissent plus. Pendant ce temps-là, nous faisons ici un travail splendide. Nous nous battons réellement contre les forces du mal et de la barbarie. Mais Saint-Michel n'a-t-il pas terrassé le dragon ? » « Franck des Essars représente la figure emblématique de ces vrais chevaliers de France, de ces héros qui ont porté jusqu'à l'extrême limite de leurs forces le fer avancé du monde libre, qui sont morts

dans l'anonymat de la jungle et, pire encore, dans l'indifférence de leur pays. L'énergie, la motivation, la force morale et le courage dont il a fait preuve au cours de sa brève mais intense existence, tout comme la valeur de son sacrifice, font entrer son exemple dans le cœur de tous les parachutistes. Cultivons ces qualités qui engendrent les héros et qui, à l'heure de la bataille, assureront toujours la suprématie de nos armes », a conclu le président d'honneur. La guerre d'Indochine, que l'histoire militaire a retenue comme « la guerre des lieutenants », a laissé derrière elle toute une génération de très jeunes veuves et orphelins de guerre. Âgées parfois d'à peine 25 ans, tout juste mariées ou très jeunes mères de famille, elles ont appris, le plus souvent par des proches, sur la base de témoignages venus de compagnons d'armes ou d'infortune, le décès de leur mari, à des milliers de kilomètres, pour une guerre dont la plus grande partie de la population française ignorait tout, quand elle ne lui manifestait pas une très franche hostilité. ■ Béatrice Gendron

© UNP section de Douarnenez

La Voix du Combattant

18, rue Vézelay - 75008 Paris

Tél. : 01.53.89.04.28

Fax : 01.53.89.04.29.

Directeur de la publication :

Pierre Saint-Macary

Rédactrice en chef : Béatrice Gendron*La Voix du Combattant* est un journal mensuel, édité par l'Union nationale des combattants.

Président de l'UNC : Pierre Saint-Macary.

Association reconnue d'utilité publique

par décret du 20 mai 1920.

Siège social : 18, rue Vézelay - 75008 Paris.

Mise en page : Patricia Chibane

Comité de rédaction : Pierre Antoine,

Alain Guth, Dominique Musset,

Georges Lebel, Pierre Saint-Macary,

Gérard Beaumont-Senn, Henri Chemin,

Gérard Colliot, Henry Dutailly,

Éric Euzen, Philippe Schmitt.

**Premier n° paru****le 13 juillet 1919****Commission CPPAP :**

N° 1122-A-06249

- ISSN : 2104-9416

Date du dernier dépôt légal : Novembre 2017.**Impression :** Imaye, 96, boulevard Henri-Becquerel, 53000 Laval.**Publicité :** Mistral Media, 22 rue Lafayette,

75009 Paris, Tél. : 01.40.02.99.00

Fax : 01.40.02.99.01.

Reproduction des textes et des illustrations interdite sans accord préalable.

Ont collaboré à ce numéro :Pierre Antoine, Bruno Dary, Henry Dutailly, Éric Euzen, Denis Giacomazzi, Jean Kermorant, Catherine Pêrel, Philippe Schmitt, et la cellule communication du 503^e RT.

Couverture : Georges Clemenceau

rue Franklin, à Paris.

© L'illustration

Le mot du président

Un grand homme d'action

par Pierre Saint-Macary



Ce numéro de *La Voix du combattant* est consacré à Georges Clemenceau, considéré avec respect et gratitude, comme l'un de nos pères fondateurs. Ne revenons pas seulement sur le médecin, l'homme d'État, le politique, le sénateur ou le ministre mais sur ce simple qualificatif, bien mérité, d'homme d'action.

Clemenceau était ce genre de personnage emblématique de la Troisième République, en lutte contre toutes les injustices et engagé viscéralement au service de son pays. Ce médecin d'origine était opposé à toute faiblesse. Déjà intrépide au moment de la Commune de Paris, en tant que jeune maire du XVIII^e n'a-t-il pas voulu sauver, sans succès, les généraux Lecomte et Thomas que le peuple fusilla au début de la révolte ? Il s'était aussi par la suite engagé dans le camp de Dreyfus dont il subodorait l'innocence. Au début du 20^e siècle devenu ministre de l'Intérieur, surnommé le Tigre, il réorganise la police, utilisant pour la première fois l'automobile avec la fameuse brigade du Tigre qui obtint des résultats significatifs contre des bandes armées. Député puis sénateur, alors qu'il avait pourfendu le Sénat, il a su répliquer au Boulangisme qui menaçait la république.

Pour nous, il reste ce Père la Victoire, un grand président du Conseil qui a su enfin s'entourer de collaborateurs efficaces, civils ou militaires, et malgré les trois premières années de guerre éprouvantes insuffler cette ardeur et cette force intérieure contagieuse, destinée à tout faire pour gagner la guerre. La France ingrate d'après-guerre lui refusera pourtant la magistrature suprême.

Que retenir de ce personnage, hors du commun, sinon sa détermination jusqu'à son plus grand âge pour atteindre un seul objectif, une France forte et juste, à

laquelle il croyait ? Bien sûr, comme les grands hommes, n'avait-il pas eu quelques périodes difficiles : une accusation injuste dans l'affaire de Panama, une forte déception de ne pas être suffisamment écouté lors du Traité de Versailles. Il disparaîtra pourtant avec une reconnaissance profonde mais tardive de ses compatriotes. Chaque grande ville l'honore aujourd'hui du nom d'une place ou d'une rue George Clemenceau.

Quel bel héritage pour nous que cet engagement total pour son pays. Jamais le grand âge ne diminuera son

Les combattants que Clemenceau a si bien défendus avec la formule célèbre « *Ils ont des droits sur nous* », auront toujours un avenir et des attentes, certes sous des formes différentes.

énergie ou entravera son enthousiasme. En cela, il reste pour nous exemplaire. Qu'auraient dit Clemenceau, comme le père Brottier notre second fondateur, tout aussi énergique, devant l'abattement ou le "déclinisme" dont certains, font parfois preuve aujourd'hui, prétextant leur grand âge. Que chacun s'inspire de ces deux infatigables hommes d'action pour clôturer ce premier centenaire de notre association. Les combattants que Clemenceau a si bien défendu avec la formule célèbre « *Ils ont des droits sur nous* » auront toujours un avenir et des attentes, certes sous des formes différentes. À notre tour de nous montrer convainquants vers le pays, vers nos jeunes combattants et leurs ayants-droit, bref de dignes émules de ces deux hommes d'action qui ont affronté avec courage des périodes bien plus dramatiques que celles que nous traversons !

Abonnez-vous à

LA VOIX DU COMBATTANT

• Je suis adhérent UNC :

Je contacte mon siège départemental qui se chargera de mon abonnement (coordonnées sur www.unc.fr)

• Je ne suis pas adhérent UNC :

Je complète et je retourne le bulletin ci-contre au Service abonnements, *La Voix du Combattant*, 18, rue Vézelay - 75008 Paris

☐ **OUI, je désire m'abonner pour 1 an (10 numéros)**

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Téléphone :

Code postal : Ville :

Pays :

☐ Ci-joint mon règlement par chèque à l'ordre de :
LA VOIX DU COMBATTANT

☐ 18 € (France et EU) – ☐ 29,50 € (Étranger)

**Informations :**Tél. : 01.53.89.04.18 – Fax : 01.53.89.04.29. - E-mail : unccompta@unc.fr

Prix valables jusqu'au 31/12/2018



- 2** Le coup de cœur de la rédaction
«La foi et l'action me sauvent»
- 3** Éditorial
- 4** Sommaire
- 6** Arrêt sur images
- 7** Actualités
- 12** Opex
Des escadrilles centenaires et toujours opérationnelles
- 14** Actu des unités
- 15** Éditions régionales
- 23** La rubrique juridique et sociale
- 25** Reconversion 2.0
Recherche désespérément...
- 26** Regards sur 1914-1918
Clemenceau nommé chef du gouvernement
- 29** Découverte
Le musée Clemenceau
- 30** Témoignage AFN
Au commando Vautours en Algérie
- 32** Dossier
L'apport de la cuisine militaire à la gastronomie
- 34** Mémoire combattante
Il y a 50 ans, le titre de la reconnaissance de la nation
- 37** Vie de l'UNC
- 39** Lettres et images
- 40** Nos adhérents prennent la plume
- 42** Courrier des lecteurs
- 43** Jeux

Le mot de la rédactrice en chef

par Béatrice Gendron

Des hommes d'action ! *La Voix du Combattant* de ce mois de décembre met à l'honneur l'énergie, l'initiative, la marche en avant... Sur les traces de Georges Clemenceau, dont nous fêtons le centenaire de la nomination comme président du Conseil, d'autres hommes et femmes ont voué et vouent encore leur existence à la défense de notre pays. Ainsi, nous vous proposons de découvrir, en rubrique Coup de cœur de la rédaction, l'itinéraire du lieutenant Franck des Essars, "Mort pour la France" en Indochine, auquel l'Union nationale des parachutistes a rendu un hommage émouvant il y a quelques semaines, en présence de sa veuve. Après l'Indochine, l'Algérie, avec le témoignage d'un de nos lecteurs, volontaire pour intégrer le commando Vautours en 1955 à El-Milia. Enfin, pour clore cette année 2017 consacrée aux As de l'aviation, notre spécialiste vous présente l'histoire de deux escadrilles centenaires et toujours opérationnelles, aujourd'hui réunies au sein de l'escadron de transport Anjou. Mais l'action combattante ne se limite pas au champ de bataille.

Ainsi, les droits et intérêts des combattants sont eux aussi au cœur de cette édition. À découvrir : les 50 ans du Titre de reconnaissance de la Nation, l'initiative de la section UNC du XVII^e arrondissement de Paris en faveur de la reconnaissance des Opex, mais aussi le compte-rendu de l'entretien que le président général de l'UNC a eu avec le général Benoît Puga, grand chancelier de la Légion d'honneur, qui devrait rassurer nos adhérents suite à l'annonce présidentielle de resserrer les critères d'attribution du premier des ordres nationaux. Enfin, petit clin d'œil insolite à la période festive qui s'annonce, le dossier de cette édition est consacré à l'apport de la cuisine militaire à la gastronomie... À vos gamelles ! En attendant, la rédaction de *La Voix* vous souhaite de belles fêtes de fin d'année.



Ordres nationaux

Pour un respect plus strict des critères d'attribution

Lors du conseil des ministres du 2 novembre, le Premier ministre a présenté une communication relative aux ordres nationaux. En effet, le président de la République a souhaité engager une double révision de l'attribution de la Légion d'honneur, plus haute distinction nationale. D'après le communiqué publié par l'Élysée, cette révision se traduira d'abord par une réduction des effectifs : « La Légion d'honneur doit être accordée avec mesure, dans un équilibre qui lui permette d'alimenter sa vitalité et de cultiver son prestige. Ainsi, le décret triennal, qui sera fixé pour la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2020, marquera une réduction proportionnée des contingents : civils (réduction de 50 %) et militaires (réduction de 10 %). Ceux alloués aux étrangers connaîtront une baisse de l'ordre de 25 % ».

Outre cette réduction d'effectifs, le Président appelle à « un respect plus strict des critères d'attribution et de ses valeurs fondamentales ensuite. Ordre universel, la Légion d'honneur est décernée dans tout domaine d'activité, civil et militaire, sans distinction d'origine sociale, de hiérarchie professionnelle ou de

sexe. Elle a cette vertu républicaine de placer sur un pied d'égalité un soldat ou un écrivain, un chercheur et une infirmière, un bénévole d'association et un industriel, un homme et une femme. Chaque promotion de la Légion d'honneur doit être paritaire, à l'exception des ministères pour lesquels le vivier ne l'est pas (armées, anciens combattants par exemple). Seul le mérite doit être salué et celui-ci se mesure à l'aune de l'intérêt général. C'est l'engagement au bénéfice de leurs concitoyens et de la France, dans la durée, qui doit exclusivement caractériser les membres de la Légion d'honneur ».

Cette révision s'appliquera également au deuxième ordre national, l'ordre national du Mérite, et elle aura vocation à s'articuler avec les ordres ministériels : Palmes académiques, Mérite agricole, Mérite maritime et Arts et lettres. En cohérence avec la politique globale de réduction des contingents, les contingents alloués à l'ordre national du Mérite seront également diminués de 25 % pour les civils et de 10 % pour les militaires. Les contingents attribués aux étrangers seront quant à eux réduits d'environ 20 %. ■

Le président de l'UNC rencontre le grand chancelier de la Légion d'honneur

Le général Pierre Saint-Macary a rencontré le grand chancelier de la Légion d'honneur, le général d'armée Benoît Puga, lundi 6 novembre. Les deux hommes ont échangé notamment sur l'avenir du monde combattant, et l'intégration en son sein des nouvelles générations du feu. Le président de l'UNC a présenté l'association et son aspect intergénérationnel, ainsi que sa volonté de promouvoir une mémoire apaisée sans repentance, avant d'évoquer les nouvelles conditions d'attribution des ordres nationaux, même si la réduction des contingents souhaitée par le président de la République ne vise pas spécialement le monde combattant. Concernant plus particulièrement l'ordre du Mérite, qui sera moins impacté par la réduction d'effectifs que la Légion d'honneur, Pierre Saint-Macary a insisté sur le souci de récompenser les porte-drapeaux ayant une très grande ancienneté dans cette fonction, ainsi que les responsables locaux particulièrement engagés au service du monde combattant.

© D.R.



Le général d'armée Benoît Puga et le général Pierre Saint-Macary.

En bref

Prix capitaine-Thomas-Gauvin

L'association des écrivains combattants a remis le prix capitaine Thomas-Gauvin à l'adjudant Sébastien Dupont, photographe de l'armée de l'Air, pour son ouvrage "Journal d'un reporter militaire", auto-édité, que *La Voix du Combattant* avait présenté à ses lecteurs dans son édition datée de février 2017. L'association des écrivains combattants lui a remis son prix à l'occasion de son 87^e salon du livre, qui s'est tenu le 4 novembre à la mairie du XV^e arrondissement de Paris. Le prix capitaine Thomas-Gauvin rend hommage à l'officier tué en Afghanistan le 13 juillet 2011 avec quatre de ses camarades du 1^{er} RCP et 17^e RGP, et le sergent Sébastien Vermeille, photographe du Sirpa-Terre.

Appel à témoins

Auteur d'une quinzaine de livres, Patrick-Charles Renaud effectue actuellement des recherches sur les derniers mois du 14^e régiment de chasseurs parachutistes en Algérie (1960-1961). Dans ce cadre, il souhaite entrer en relation avec des personnes ayant pris part ou été témoins du maintien de l'ordre à Alger en décembre 1960, des derniers accrochages du 14^e RCP, du putsch d'avril 1961 et de la dissolution du régiment.

• **Contact : patrick-charles.renaud@orange.fr**
Retrouvailles du 94^e RI

Les anciens du Régiment de la Garde se réuniront pour la 29^e fois en Bretagne du nord du 22 au 26 mai 2018. Nous découvrirons la Bretagne authentique : Cap Fréhel, ferme aquacole, haras, Cérémonie à Dinan, visite de Saint-Malo dans une ambiance de camaraderie que les anciens proposeront à tous les nouveaux qui viendront nous rejoindre. Bienvenue aux anciens.

• **Renseignements et inscriptions auprès de André Boumard : 02.40.54.38.88 ou auprès de Jean Jatteau, 02.38.33.23.89, ou par mail : jjatteau@orange.fr**
Précision

Un malencontreux excès de zèle lors de la relecture de l'article intitulé "Philippe de Hauteclocque au Maroc, Leclerc avant Leclerc", paru dans *La Voix du Combattant* de novembre, nous a fait commettre une regrettable erreur d'interprétation. Comme l'avait initialement écrit Henry Dutailly, auteur de l'article, Pol Lapeyre était bien un "ancien de Philippe de Hauteclocque", et non pas un ancien "camarade". En effet, Pol Lapeyre était de la promotion du Souvenir (1921-1923) et Philippe de Hauteclocque appartenait à la promotion suivante (Metz et Strasbourg, 1922-1924). La rédaction prie l'auteur et ses lecteurs de bien vouloir accepter ses excuses.

Clemenceau à la tête du gouvernement

Le 13 novembre 1917, le gouvernement présidé par Paul Painlevé est démissionnaire. Pour lui succéder, le président de la République, Raymond Poincaré, malgré leur antipathie réciproque, se résigne à faire appel à Georges Clemenceau. À 76 ans, jusqu'alors à la tête de la commission sénatoriale de l'armée, celui-ci devient donc à nouveau président du conseil. Le 20 novembre 1917, il présente à la Chambre des députés son programme de gouvernement, prévenant qu'il n'a qu'un seul objectif, la guerre ! Il est acclamé. Il obtient l'investiture de la Chambre par 418 voix contre 65. Seuls les socialistes lui refusent la confiance.

Une direction ferme

Clemenceau constitue un gouvernement composé de proches. Stephen Pichon est aux Affaires étrangères, Jules Pams à l'Intérieur, Georges Leygues à la Marine, Louis Loucheur à l'Armement. Georges Mandel est chef de cabinet et Jules Jeanneney sous-secrétaire d'État à la présidence. Lui-même se réserve le portefeuille de la Guerre et s'adjoint les services du général Henri Mordacq, son chef de cabinet militaire et son véritable bras droit pour les questions militaires.

Georges Clemenceau, d'un tempérament particulièrement autoritaire, va diriger le pays avec efficacité. S'il accepte de coopérer avec les commissions de la Chambre et du Sénat, il refuse de se soumettre aux comités secrets, craignant les fuites et les indiscretions. Il pose également régulièrement la question de confiance, se soumettant ainsi au contrôle parlementaire. À de nombreuses reprises, il laisse le choix aux chambres du Parlement, de le soutenir ou de le renverser. Il défend ses généraux contre les critiques des parlementaires mais ne se prive pas de leur rappeler la primauté du pouvoir civil, ne s'interdisant pas d'intervenir dans la conduite des opérations. Il restaure la confiance, mettant tout en œuvre pour que la France continue à soutenir le choc de cette guerre. Il épure l'administration, révoque le préfet de police et le préfet de la Seine, ainsi que nombre de fonctionnaires jugés incompetents. Par la loi du 10 février 1918, Clemenceau obtient le droit de réglementer par décret les produits servant à la consommation humaine ou animale, renforçant ainsi l'économie de guerre. Adulé par les uns, honni par les autres, Clemenceau ne laisse pas indifférent !

Une volonté farouche

Clemenceau pourchasse les pacifistes, les défaitistes, les "embusqués". Il fait arrêter Jean-Louis Malvy, ancien ministre de l'Intérieur, coupable à ses yeux de faiblesse à l'encontre des pacifistes. Il s'acharne également contre Joseph Caillaux, personnage politique de premier plan, partisan d'une politique de compromis vis-à-vis de l'Allemagne pour arrêter la guerre. Prenant prétexte d'écrits imprudents et de fréquentations douteuses, Clemenceau le fait arrêter sans ménagement et incarcérer, de même que la secrétaire du syndicat des instituteurs, Hélène Brion. Clemenceau frappe aussi la rédaction du Bonnet rouge, journal défaitiste subventionné par l'Allemagne. Pour soutenir le moral des combattants, Clemenceau multiplie, parfois au risque de sa vie, les visites aux tranchées de première ligne. Avec son chapeau déformé, son écharpe de laine, ses gants gris et sa canne, il crée peu à peu la figure légendaire de celui qui deviendra le "Père la Victoire". Georges Clemenceau n'hésite pas à mater énergiquement toute tentative de révolte, de mutinerie ou de grève dans les usines. Il est bien décidé à conduire le pays jusqu'à la victoire, sans concession et sans compromis.

Clemenceau chef de guerre

Clemenceau se préoccupe dès son arrivée au pouvoir de mettre en place un commandement unique entre les armées alliées.

La question vient de nouveau de se poser en cet automne 1917 quand les Français et les Britanniques ont dû envoyer en urgence des renforts au secours des Italiens défaits à Caporetto. Une telle décision se heurte à de nombreux obstacles, les commandants en chef français - Philippe Pétain - et anglais - Douglas Haig - refusant d'être "coiffés" par une autorité supérieure et s'estimant responsables directement devant leur gouvernement respectif. Il faudra attendre l'offensive allemande dans la Somme fin mars 1918, pour qu'il arrive à ses fins et impose Foch au commandement unique des armées alliées. Dans les circonstances tragiques du printemps 1918, les coups de butoir de Ludendorff mettant en péril les armées alliées, Clemenceau, malgré son âge, développe une formidable énergie, se déplaçant d'un quartier général à un autre, se préoccupant de la défense de la capitale contre les attaques aériennes,

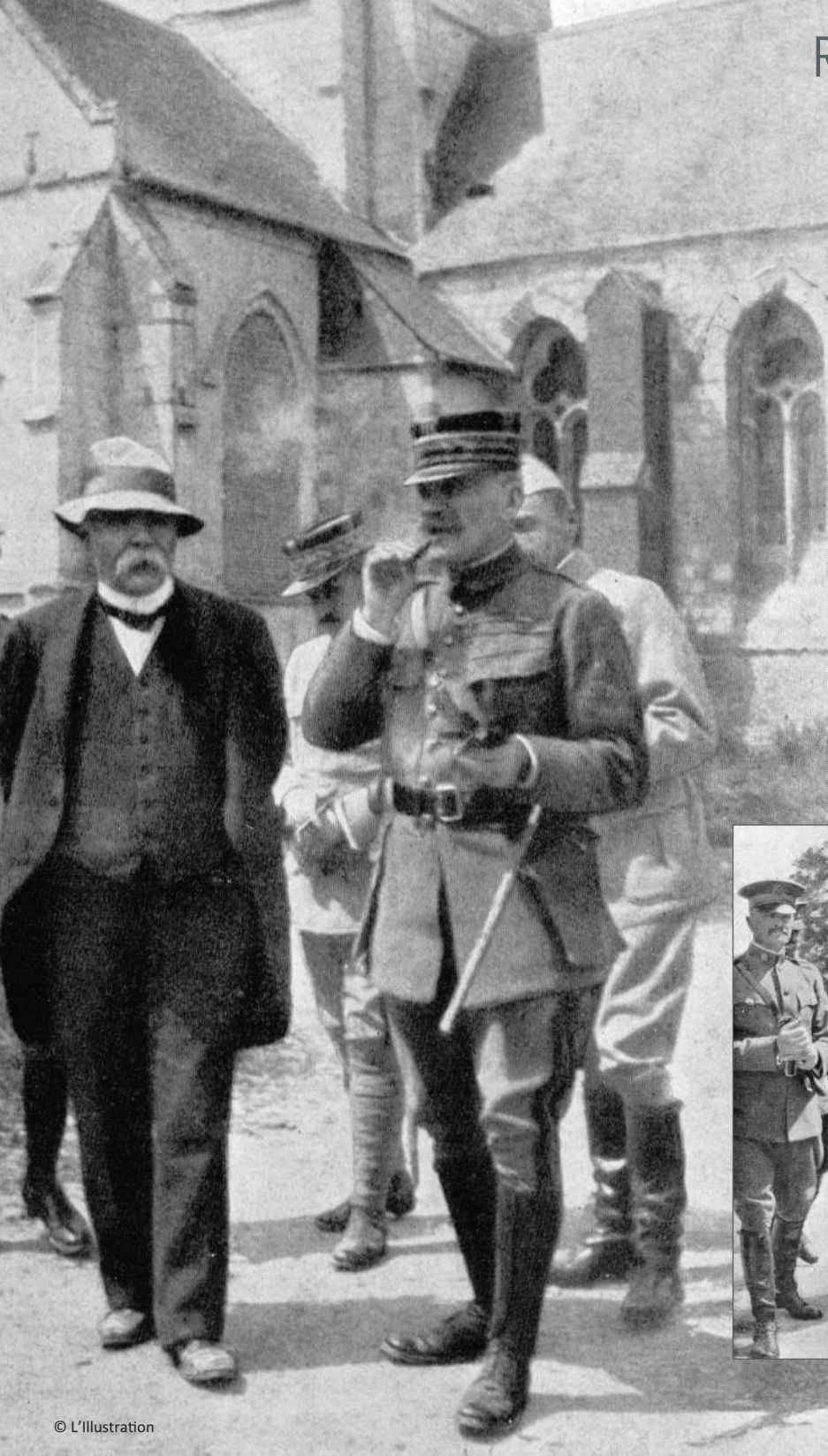


En juillet 1918, Georges Clemenceau reçoit des fleurs des mains d'une jeune fille avant de remettre la fourragère au 33^e régiment d'infanterie coloniale.



Le président du conseil Georges Clemenceau au Mort-Homme, lors d'une visite du champ de bataille après l'offensive du 20 août 1917.

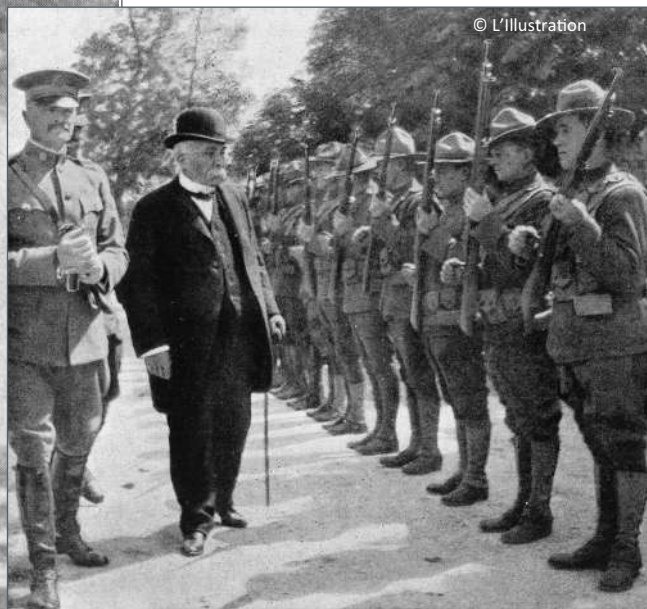
encourageant les poilus aux avant-postes. En novembre 1918, le "Tigre", emporté par l'émotion, recevra du Parlement l'hommage de la patrie.



© L'illustration

Sur le front en décembre 1917

- **3 décembre** : le maréchal Haig décide le retrait du saillant de Cambrai.
- **7 décembre** : Les Etats-Unis déclarent la guerre à l'Autriche-Hongrie.
- **9 décembre** : les troupes britanniques font leur entrée dans Jérusalem.
- **15 décembre** : les Allemands et les Bolcheviks signent un armistice à Brest-Litovsk.
- **16 décembre** : le lieutenant-colonel de cavalerie George Patton, membre de l'état-major du général Pershing, ouvre une école de chars à Langres en Haute-Marne. L'ouverture de cette école préfigure la création de la toute première unité blindée américaine, qui va s'illustrer dès septembre 1918 lors de l'offensive franco-américaine sur Saint-Mihiel.



© L'illustration

Le président du Conseil au Grand quartier général américain. M. Clemenceau et le général Pershing inspectent les troupes.

Un après-guerre difficile

Clemenceau conserve la présidence du conseil jusqu'en janvier 1920. Représentant de la France à la conférence de paix de Paris (janvier-juin 1919), il défend trois priorités : le retour de l'Alsace-Lorraine, les réparations et l'assurance de la sécurité de la frontière franco-allemande. Si le premier et le deuxième point seront satisfaits, Clemenceau ne pourra obtenir la garantie formelle des Anglo-Saxons contre une agression germanique. Ses concessions aux alliés feront l'objet de

nombreuses critiques, en particulier du maréchal Foch. À l'intérieur, la popularité de Clemenceau s'effondre assez rapidement, notamment quand il brise les grèves de janvier 1919 et disperse une manifestation des veuves de guerre. À la suite des troubles du 1^{er} mai 1919, il fait voter la loi des huit heures et l'impôt sur le revenu pour ménager les socialistes qui lui sont toujours hostiles et cherchent à le renverser. En janvier 1920, Clemenceau envisage de se présenter à la présidence de la République pour succéder

à Raymond Poincaré. Mais ses très nombreux ennemis politiques, à gauche comme à droite, se liguent pour faire échouer cette candidature. Clemenceau présente la démission de son gouvernement et décide de renoncer à la vie politique. Il consacre désormais son temps à de longs voyages et à l'écriture, publiant notamment *Grandeur et Misères d'une victoire*, livre dans lequel où il défend, contre Poincaré et Foch, son action politique de 1917-1919. Clemenceau meurt le 24 novembre 1929. ■ Philippe Schmitt

La Grande Guerre en bref



• C'est... à lire

L'armée américaine du XX^e siècle naît en Haute-Marne

Après l'entrée en guerre des États-Unis en avril 1917, la première armée régulière et la garde nationale des États de l'Union se mêlent aux conscrits pour former une puissante armée nationale dont 800 000 hommes sont engagés sur le front en France en octobre 1918. Les divisions de cette armée, toutes de nouvelle formation, arrivent en France équipées seulement de fusils. Elles prennent livraison de leurs armes collectives (fusils-mitrailleurs, mitrailleuses, canons) et se préparent aux combats qu'elles auront à mener. À l'exception de l'artillerie et de l'aviation, l'essentiel de cette préparation se fait en Haute-Marne : son territoire accueille le Grand quartier général (CQG), les "écoles d'armées" et dix zones d'entraînement divisionnaire. L'US Tank Corps est créé à Bourg. Cet ensemble compte dans ses rangs plusieurs des grands généraux de la Seconde Guerre mondiale : Mac Arthur, Marshall, Hodges, Patch et Patton. Cette plaquette, publiée sous la direction d'Henry Dutailly, président de l'UNC-Haute-Marne, a été éditée par la ville de Chaumont pour accompagner l'exposition consacrée au même thème dans le cadre du Centenaire.

• **Plaquette disponible sur commande auprès de l'UNC-52, prix 10€ port compris.**

• C'est... à savoir

Le général Henri Mordacq, collaborateur de Georges Clemenceau

Dès sa nomination comme président du conseil et ministre de la Guerre en novembre 1917, Georges Clemenceau choisit comme chef de cabinet militaire le général Henri Mordacq, fonction que celui-ci occupera jusqu'en janvier 1920. Saint-Cyrien de la promotion Tombouctou, sorti en 1889, le lieutenant Mordacq sert dans le sud-oranais au 3^e régiment de zouaves, puis à la Légion étrangère en Indochine de 1893 à 1896. Chef de bataillon en 1906, il est désigné pour commander le 25^e bataillon de chasseurs à pieds à Saint-Mihiel en septembre 1907 avant d'être muté, comme professeur de stratégie, à l'École supérieure de guerre de 1909 à 1910. À l'issue, le commandant Mordacq entre au ministère de la Guerre au 3^e Bureau de l'état-major, chargé des opérations et de la préparation tactique et stratégique des Armées. Georges Mordacq est aussi un grand sportif, champion d'escrime militaire en 1909. Commandant en second de Saint-Cyr en 1912, Henri Mordacq est chef d'état-major du 1^{er} groupement de divisions d'infanterie de réserves regroupé autour de Luxeuil, Vesoul et Montbéliard, en 1914. Il commande le 159^e régiment d'infanterie alpine à compter du 25 août avec lequel il repousse notamment les attaques allemandes dans la région de Rambervillers, avant de se voir confier comme colonel une brigade de zouaves. Promu général en janvier 1916, il est à la tête de la 24^e division d'infanterie. Travail-

leur acharné, il jouit d'une influence incontestable sur Georges Clemenceau qu'il conseille. Il gère avec doigté et intelligence les difficiles relations

entre le président du conseil et le haut-commandement. Il réorganise également le ministère de la Guerre. Après le retrait de la vie politique de Georges Clemenceau, le général Mordacq commande le 30^e corps d'armée qui occupe la Rhénanie. Partisan d'une politique de fermeté vis-à-vis de l'Allemagne, défenseur de l'œuvre du Tigre, il quitte l'armée en 1925, en désaccord avec la politique du gouvernement français qu'il qualifie de « *politique d'abandon* » et compte tenu de l'ostracisme dont il est victime pour avoir servi Clemenceau. En 1930, il devient membre du Comité de patronage de l'Association nationale des officiers combattants et s'investit dans de nombreuses associations et amicales régimentaires. Sous l'Occupation, il dénonce les lois raciales de Vichy et prend ses distances avec le maréchal Pétain. Il décède dans des circonstances non élucidées (suicide, agression ?) le 12 avril 1943. Le général Mordacq a écrit plus d'une trentaine de livres, dans lesquels il rend compte de son action et de ses observations. Philippe Schmitt



© L'illustration

Georges Clemenceau en dix dates

- 28 septembre 1841 : naissance à Mouilleron-en-Pareds (Vendée) de Georges-Benjamin Clemenceau. Il est le deuxième des six enfants de Sophie-Emma Gautreau et de Benjamin Clemenceau, médecin.
- 13 mai 1865 : Georges Clemenceau obtient le doctorat en médecine le 13 mai 1865 avec une thèse intitulée De la génération des éléments anatomiques. Parallèlement Clemenceau milite au sein d'associations républicaines opposées au second Empire.
- 25 juillet 1865 : Georges Clemenceau s'embarque pour les États-Unis, où il enseigne dans un collège tout en devenant correspondant du journal Le Temps. Il épouse Mary Plummer, avec laquelle il aura trois enfants.
- 26 juin 1869 : Georges Clemenceau est de retour en France et rejoint Paris. A la chute du second Empire, il est nommé maire du 18^e arrondissement de Paris. Pendant la commune de Paris, il tente en vain de concilier les deux camps.
- 20 février 1876 : Georges Clemenceau est élu député de Paris et s'impose comme le chef des républicains radicaux. Il lutte pour l'amnistie des "Communards" et la séparation de l'Eglise et de l'Etat.
- 6 avril 1902 : Georges Clemenceau, malgré son opposition à l'existence du Sénat, est élu sénateur du Var.



- 1906 : Georges Clemenceau devient ministre de l'Intérieur. Il n'hésite pas à envoyer la troupe contre les grévistes et gagne la réputation d'un "briseur de grève" et de "premier flic de France" et le surnom de "Tigre" ! Il se brouille durablement avec les socialistes.
- 25 octobre 1906 : à 65 ans, Georges Clemenceau accède à la présidence du conseil. Il y reste presque 3 ans.
- 16 novembre 1917 : Georges Clemenceau devient à nouveau président du conseil. Sa politique : « *faire la guerre* ».
- 18 janvier 1917 : Clemenceau présente la démission de son gouvernement et quitte la vie politique. Il décède à Paris le 24 novembre 1929.

Découvrez l'appartement du Tigre !

Le musée Clemenceau à Paris a rouvert ses portes au début du mois d'octobre après cinq mois de travaux de restauration réalisés à l'occasion du centenaire de la Grande Guerre. Le cabinet de travail et le vestibule de l'appartement du Tigre, situé au rez-de-chaussée de cet immeuble du XVI^e arrondissement, ont également fait l'objet d'un premier chantier de restauration.

Le combattant infatigable et l'homme politique sont bien connus de nos lecteurs, mais l'homme de lettres et l'ami des artistes

sans doute un peu moins... Dans la galerie du musée Clemenceau, qui vient de rouvrir ses portes après quelques mois de restauration, c'est une approche thématique qui a été choisie. La visite commence par une salle plaçant l'homme dans son contexte historique de façon chronologique, puis trois espaces distincts présentent Clemenceau sur ses terres vendéennes, puis l'homme d'État, et enfin l'homme de lettres, auteur de nouvelles et pièces de théâtre, grand ami de Claude Monet, collectionneur de céramiques orientales... Enfin, une salle est réservé aux expositions temporaires, puisque l'équipe du musée prévoit d'en organiser deux par an. Les portraits et photos abondent, qu'ils soient exposés ou visibles sur des bornes interactives. Ils sont complétés par des journaux, des tableaux, des affiches, des objets retraçant la vie et l'œuvre de Georges Clemenceau. Le clou du spectacle étant sans doute la vitrine qui présente le célèbre manteau qu'il portait lors de ses visites régulières sur le front à la fin de la Première Guerre mondiale.

Au rez-de-chaussée, l'appartement du Tigre a été conservé tel qu'au jour de sa mort. Sa chambre et sa salle de bains ont été figées, plus de 50 000 livres abondant des sujets extrêmement divers ornent encore les rayons de sa bibliothèque, et si le cabinet de travail vient d'être restauré, les nombreuses photos d'époque ont permis de le réaménager à l'identique.

C'est en 1895 que Clemenceau s'installe rue Franklin, après l'affaire de Panama. Il va vivre dans ce modeste appartement de trois pièces



Le cabinet de travail du Tigre, aujourd'hui, après sa restauration récente.

© B.G.

Georges Clemenceau à sa grande table en fer à cheval dans son cabinet de travail tapissé de livres et de tableaux, rue Franklin à Paris.

© L'illustration



sur jardin jusqu'à sa mort, même lorsqu'il a occupé des fonctions ministérielles, se refusant à habiter les palais officiels. La propriétaire de l'immeuble, sachant ses ressources modestes, s'était interdit - et avait interdit à ses héritiers - d'en augmenter le loyer. Mais à sa mort, ses héritiers mettent l'immeuble en vente en 1926. Au lendemain de la mise en adjudication de l'immeuble, Clemenceau reçoit la visite du nouveau propriétaire, un Américain du nom de Bacon, conseil à Paris d'un riche entrepreneur d'origine canadienne, James Stuart Douglas, qui possédait des mines en Arizona et admirait beaucoup Clemenceau. Il avait donné l'ordre à Bacon d'enchérir sans limite. Après la mort du Tigre, une Fondation a été créée dont l'objectif est de « *perpétuer le souvenir intime de Clemenceau en conservant dans l'état où il se trouvait le jour de son décès l'appartement qu'il avait occupé durant 34 ans, et en recueillant dans l'immeuble tous objets ou livres propres à servir sa mémoire* ». Les trois enfants de Clemenceau ont fait don à la fon-

dation de l'essentiel du contenu de l'appartement. Devenu musée, celui-ci a été ouvert au public en 1931. Quelques années plus tard, une galerie documentaire, retraçant la vie et l'œuvre du Père La Victoire, a été ouverte au premier étage de l'immeuble. L'appartement et le jardin de Clemenceau ont été classés, en 1955, au titre des Monuments historiques et ont reçu en 2012 le label des Maisons des illustres. La galerie documentaire, inaugurée en 1937, rassemble des objets et documents offerts ou achetés au fil des ans. En 2015, le projet de modernisation de la galerie est lancé, et financé grâce à une collecte de fonds auprès de mécènes privés et publics, parmi lesquels la DMPA (Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives) du ministère de la Défense. ■

Béatrice Gendron

• Musée Clemenceau, 8 rue Benjamin Franklin, Paris XVI^e. Ouvert du mardi au samedi de 14h à 17h30. Fermé les jours fériés et au mois d'août. Fermeture de la caisse à 17h.

+ d'infos : www.musee-clemenceau.fr